# LES JEUNES EN MILIEU HLM : UN PROBLÈME DE COHABITATION INTERETHNIQUE ?

**Annick Germain** et **Xavier Leloup** (Institut national de la recherche scientifique – INRS)

## RÉSUMÉ

Cet article présente les résultats d'une recherche menée sur quatre HLM pour familles à Montréal, pour accompagner la réflexion de quatre organismes communautaires travaillant avec les jeunes dans ces HLM. L'immigration est une composante importante croissante des HLM mais, s'agissant des jeunes, est-elle au cœur des problèmes de cohabitation vécus dans ces HLM ? Quelles sont les stratégies adoptées par les organismes communautaires auprès de ces jeunes vivant dans des milieux fortement stigmatisés ?

À l'automne 2005, dans le cadre du volet Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale du contrat de ville conclu entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal, quatre organismes communautaires intervenant auprès des jeunes et de leurs familles résidant en HLM dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve se sont regroupés pour entreprendre une démarche d'évaluation de leur action. Avec le soutien de l'arrondissement et de l'Office municipal d'habitation de Montréal, ils ont fait une entente avec deux chercheurs de l'INRS-UCS pour les accompagner dans cette démarche.

C'est ainsi qu'est né un projet de recherche peu banal qui nous a conduit au cœur de la « société des voisins » dans ce milieu très particulier que sont les plans d'ensemble, dans lesquels vivent un nombre croissant de familles issues de l'immigration. Nous allions l'appeler *Il était une fois dans un HLM…*, car il se présente comme un récit des conditions de cohabitation dans ces plans d'ensemble et comme un témoignage des questionnements des intervenants communautaires sur les dilemmes et les défis de leur action auprès des jeunes et de leurs familles.

Avant de présenter les clefs de lecture dont nous nous sommes servis pour organiser cette réflexion collective, puis d'évoquer quelques résultats, une brève description du milieu de vie que constituent les quatre HLM étudiés, et plus généralement les HLM, s'impose.

## QU'EST-CE QU'UN PLAN D'ENSEMBLE ?

Dans les années 1970, il s'est construit à Montréal 27 plans d'ensemble, c'est-à-dire des HLM comprenant de 100 à 400 logements, disposés selon un plan masse un peu particulier puisque ces immeubles de 3 ou 4 étages tournent le dos à la rue pour donner sur de petites cours intérieures. Plusieurs sont situés à proximité de parcs. Si certains d'entre eux se sont mérités des prix d'architecture au moment de leur construction, ils ont en général plutôt mal vieilli, et la piètre qualité des matériaux conjuguée au design en îlot offre bien peu d'intimité aux résidants exposés à une certaine promiscuité. Le plus gros de ces ensembles vient de faire l'objet d'une opération majeure de réhabilitation qui a exigé le relogement temporaire des 400 ménages, suite à de sérieux problèmes de moisissures. D'autres HLM feront l'objet de travaux de réhabilitation dans les années qui viennent ; plus d'un milliard de dollars sur cinq ans y seront consacrés. La politique du gouvernement du Québec se distingue donc des opérations de démolition-reconstruction menées ailleurs, notamment en France dans le cadre de vastes opérations de rénovation urbaine qui visent à transformer de façon significative le tissu résidentiel et le profil social des HLM, suite à leur paupérisation et à la multiplication de problèmes sociaux, pour ne pas parler de la question des banlieues (van Kempen *et al.*, 2005).

Au Québec, les conditions de vie dans le parc HLM sont aussi devenues plus difficiles mais l'intervention sociale prendra un autre chemin en s'appuyant notamment sur l'action communautaire. C'est de celle-ci dont il est question ici. Mais auparavant, il nous faut dresser le portrait social des ces plans d'ensemble qui ont connu des évolutions significatives depuis les 20 dernières années.

## UN MILIEU DE GRANDE DIVERSITÉ

Voyons d'abord le profil social général des familles vivant en HLM à Montréal (Leloup, 2008).

Une enquête par sondage menée durant l'hiver 2006 auprès de ménages avec enfants vivant en HLM attire notre attention sur 4 éléments :

1. La taille des ménages (soit 4 personnes) est largement supérieure à celle des Montréalais en général (2,2 en 2001). La comparaison avec les seules familles réduit un peu l'écart. Mais surtout, le nombre moyen d'enfants par ménage est nettement plus élevé, puisqu'il est de 2,82 dans les HLM alors qu'il n'est que de 1,1 dans l'ensemble de la population. C'est dire l'importance des enfants et des jeunes dans le milieu HLM.
2. Le deuxième point, peut-être mieux connu, est la surreprésentation des familles monoparentales en HLM (61 %). Il s'en suit donc que la majorité des enfants et des jeunes (52 %) vivent dans une famille monoparentale.
3. La troisième caractéristique concerne la durée moyenne de résidence dans les HLM : elle est de 9,3 ans et la durée médiane est de 9 ans.
4. La quatrième caractéristique, et non la moindre pour notre propos, concerne l'immigration : 69 % des adultes et 16 % des enfants sont issus de l'immigration. Les régions de provenance par ordre d'importance : les Caraïbes (25,3 %), le Maghreb et le Moyen-Orient (15,1 %), l'Amérique latine (10,8 %), l'Afrique subsaharienne (7,3 %) et l'Asie (7,2 %).

Il est intéressant de noter que ces immigrants sont loin d'être des immigrants récents : 87 % sont arrivés avant 1995. En fait le tiers sont arrivés dans les années 1980. Enfin, les immigrants qualifiés (ou immigrants économiques) sont, sans surprise, sous-représentés dans la population HLM.

La population immigrante continuera certainement d'être de plus en plus nombreuse dans les HLM, particulièrement dans les très grands logements, puisque, selon l'OMHM, 90 % des personnes en tête de la liste d'attente sont issues de l'immigration. Cette tendance n'est sans doute pas étrangère à la pénurie de grands logements abordables sur le marché locatif montréalais.

Si l'on revient à nos quatre plans d'ensemble, il faut préciser que les HLM pour familles comprennent aussi une proportion significative de personnes seules, dont un nombre non négligeable de personnes ayant des problèmes de santé mentale (un effet imprévu de la désinstitutionalisation). Ces personnes seules côtoient donc des familles ayant généralement plusieurs enfants. Dans les quatre plans d'ensemble étudiés, les jeunes constituaient près de la moitié de la population du HLM ! C'est donc à ces contrastes de situations familiales qu'il faut ajouter la différenciation ethnoculturelle. Si toutes les personnes vivant en plan d'ensemble partagent une même condition de défavorisation importante, pour le reste, on peut estimer qu'elles côtoient plus de diversité que la plupart des Montréalais et ce, dans un milieu relativement enclavé et stigmatisé. Les défis de cohabitation sont donc importants.

## UNE RÉPONSE À LA MONTÉE DE L'INSÉCURITÉ

Au début des années 1990, on a assisté à une montée du sentiment d'insécurité dans et autour de ces plans d'ensemble, parfois situés, il faut le préciser, dans des environnements de « classes moyennes blanches francophones ». L'augmentation de la proportion du nombre de jeunes n'est pas étrangère à cette montée de l'insécurité réelle ou supposée, qui conduira à la création de quatre organismes communautaires, grâce à l'engagement et au dévouement de plusieurs intervenants. Cette concentration de jeunes déstabilisait certaines associations de locataires en HLM généralement dirigées par des personnes seules et d'un certain âge.

L'histoire de la création des quatre organismes, sortes de centres de jeunes, sera assez chaotique, entrecoupée de mises entre parenthèses pour ne pas dire de fermetures temporaires dues à des manques de fonds, mais débouchera néanmoins sur la création d'un dispositif de régulation locale assez original. Ces organismes au service des jeunes et de leurs familles sont en effet situés en plein cœur des plans d'ensemble, les intervenants communautaires devenant des véritables voisins, ce qui s'avérera à la fois judicieux mais aussi fort contraignant. Cette localisation particulière a d'ailleurs fait l'objet de la première discussion collective réunissant les quatre intervenants ainsi que leurs partenaires de la Ville et de l'OMHM, en plus des deux chercheurs, qui a lancé notre recherche.

Ces discussions ont été structurées autour de quatre clés de lecture avec pour objectif de mieux comprendre le sens des actions des intervenants communautaires et les défis qui en découlent. La première, *Construire un espace de sécurité*, découle bien sûr du contexte ayant conduit à la mise en place de ces organismes. La seconde, *Constituer une matrice de confiance*, est centrale : la pauvreté, la précarité, la promiscuité ne prédisposent pas aux relations de confiance qui sont pourtant la base d'un milieu social efficace, aidant. Les intervenants peuvent établir une relation réciproque relativement unique du fait de leur localisation, mais doivent aussi faire office de passeurs avec les intervenants externes, souvent très méfiants vis-à-vis de la clientèle HLM. La troisième, *Bâtir un espace d'apprentissage*, concerne certes les activités éducatives destinées aux jeunes mais l'apprentissage d'un vivre-ensemble concernant tous les habitants du plan d'ensemble. Enfin, la quatrième, *Affronter le dilemme du pont et de la porte*, mérite quelques explications. L'intervention sociale auprès des jeunes doit toujours être soucieuse de leur fournir les moyens d'apprivoiser le monde extérieur aux HLM, de rétablir les ponts entre leur

milieu de vie (dont les adultes sortent d'ailleurs le moins possible, comme l'a révélé l'enquête) et le quartier environnant. D'autres diraient de les sortir de leur ghetto. La crise des banlieues en France nous rappelle que souvent les jeunes sont très attachés à leur cité et à leur groupe, mais que c'est ailleurs que dans leur cité qu'ils sont mal accueillis. Mais d'un autre côté, précisément en raison des discriminations qu'ils ont à affronter dans ce monde extérieur, il faut prévoir des activités et des lieux qui leur soient propres. Il faut donc aussi des portes pour qu'ils puissent se retrouver, être protégés des agressions extérieures, ou avoir accès à des services et des activités semblables à ceux des autres jeunes. C'est dire que l'action communautaire oscille tout le temps entre la nécessité d'établir des ponts et celle de fermer des portes.

Ces quatre clés de lecture ont montré leur efficacité pour cerner la portée des actions menées auprès des jeunes et de leur famille, qu'il s'agisse de la nature du travail de l'action communautaire, de la manière d'articuler le développement social et l'intervention en loisirs ou de la gestion de la cohabitation interethnique. Nous voudrions insister à présent sur ce dernier thème.

## LA DIVERSITÉ ETHNIQUE EST-ELLE SYNONYME DE PROBLÈMES DE COHABITATION ?

Les discussions font ressortir le fait que, de toute évidence, ces problèmes sont bien plus de nature intergénérationnelle qu'interethnique, ce qui avait déjà été mis en évidence par d'autres recherches. Les jeunes, qui ont souvent grandi ensemble dans les plans d'ensemble se mélangent sans trop de problème. Les tensions surviennent plutôt avec les personnes âgées ou entre les parents ne partageant pas les mêmes conceptions en matière d'éducation, par exemple entre parents venant des Caraïbes et du Maghreb.

Les organismes communautaires sont cependant vigilants. Plusieurs stratégies sont alors expérimentées, allant de la diversification ethnique du personnel œuvrant dans les organismes communautaires ou centres de jeunes à des formules de médiation pour régler les tensions interfamiliales.

Mais pour les intervenants communautaires, il est évident que l'action communautaire est d'autant plus efficace qu'elle ne passe pas par des projets visant formellement le rapprochement culturel et qu'elle s'ancre plutôt dans ce qui fait la vie quotidienne du plan d'ensemble.

## EN GUISE DE CONCLUSION

En prenant un peu de recul, on est frappé par les succès de ces interventions communautaires qui parviennent à fonctionner comme un dispositif de régulation sociale dans des milieux HLM denses où les problèmes sont nombreux, et qui ont été construits à une époque où le développement social ne faisait pas vraiment partie des missions des OMH. Il faut aussi noter que ces HLM sont bien plus défavorisés que ceux que l'on rencontre dans d'autres pays où prévaut un minimum d'hétérogénéité sociale au sens strict de statut socio-économique.

On peut toutefois s'interroger sur la pérennité de ces dispositifs, bien sûr parce qu'ils dépendent de bricolages financiers et institutionnels de court terme, mais aussi parce qu'ils reposent sur une tradition d'intervention sociale portée par une génération qui les a construits dans une période historique fort différente de celle qui semble se dessiner sous nos yeux. Le thème de la transformation des paradigmes de l'intervention sociale commence à faire l'objet des regards des chercheurs un peu partout mais peu semblent s'attarder aux dimensions proprement culturelles, sujet que nous avons abordé dans une autre recherche comparative portant sur Montréal et Bruxelles (Boudreau, Germain, Rea et Sacco, 2008; Leloup et Germain, 2008).

## RÉFÉRENCES


Capsule recherche, décembre 2007. *L'intervention communautaire auprès des jeunes issus de l'immigration et résidant en HLM*, Centre Métropolis du Québec. http://im.metropolis.net/research-policy/research_content/bilans_02_05FicheVolet2Germain1.2.pdf

Corbillé, Christine. 2002. « Démolir des logements sociaux : du tabou au mot d'ordre », Cahiers de l'IAURIF, p. 12-31.

Germain, Annick, et Xavier Leloup. 2006. *Il était une fois un HLM… rtrait de l'intervention communautaire dans quatre HLM de type « plan d'ensemble » de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve*, Montréal, INRS-UCS, 117 p.

Lelévrier, Christine. 2005. « Rénovation urbaine, relogement et recompositions territoriales », *Recherche Sociale*, no 176, p. 24-41.

Leloup, Xavier, et Annick Germain. 2008. « L'action communautaire auprès des jeunes et de leurs familles dans cinq plans d'ensemble montréalais : régulation sociale locale et construction du lien social », dans P. Morin et É. Baillergeau (dir.), *L'habitation comme vecteur de lien social*, PUQ, p.145-195.

Leloup, Xavier. 2007. « Les HLM montréalais et le discours sécuritaire : l'action communau¬taire ou la société des voisins ? », *Lien social et politique-RIAC*, no 57, 91-103.

Leloup, Xavier. 2008. *Loger les familles avec enfants dans le logement social public montréalais : politique d'attribution et profil sociodémographique des résidents*, INRS-UCS, rapport de recherche remis au FQRSC et à l'OMHM, 111 p.

Van Kempen, Ronald, Karien Dekker, Stephen Hall and Ivan Tosics. 2005. *Restructuring large housing estates in Europe*, Great Britain, The Policy Press, University of Bristol.